

Questions orales

les entreprises américaines peuvent le faire contre nos entreprises.

Cessez donc de raisonner en enfants, adaptez-vous au monde réel et ne posez plus de questions idiotes comme, permettons-nous. . .

M. le Président: Le député de Haldimand—Norfolk.

M. Bob Speller (Haldimand—Norfolk): Les entreprises canadiennes n'entreprendraient sûrement pas ces démarches parce qu'elles savent que vous n'avez pas assez de coeur au ventre pour les défendre.

Nous savons tous que les aciéries canadiennes sont beaucoup plus efficaces que leurs concurrentes américaines, que nous pourrions facilement avoir le dessus si les règles étaient les mêmes pour tous.

Pourquoi le gouvernement n'agit-il pas maintenant pour faire cesser cette pratique injuste et laisser les aciéries canadiennes accéder aussi librement au marché américain?

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, nos aciéries ont libre accès au marché de l'acier des États-Unis.

Les États-Unis reconnaissent la manière équitable dont fonctionnent nos aciéries puisqu'ils n'ont pas exigé que le Canada se soumette à un accord de restriction volontaire, comme beaucoup d'autres pays en ont signé.

Pour ce qui est de mon ventre, le reproche qu'on me fait d'habitude, c'est de l'avoir trop gros.

* * *

L'ÉDUCATION

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État aux Finances.

Étant donné que le ministre et son gouvernement ont refusé d'exonérer l'enseignement de la taxe sur les produits et services, qu'ils ont refusé de rétablir les paiements de transfert au titre de l'enseignement, le ministre modifiera-t-il le régime d'aide aux étudiants pour que ceux-ci puissent acquérir une instruction convenable sans s'endetter davantage?

L'hon. Gilles Loiseau (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, le député s'emballe.

Cette année, nos transferts aux provinces vont augmenter. Nous allons leur verser plus d'argent que l'an dernier. Par exemple, nous plafonnons les fonds du RAPC uniquement dans les provinces qui ne reçoivent pas de paiements de péréquation.

Nous allons non seulement verser des milliards de dollars aux provinces, qu'elles affecteront suivant leurs propres priorités—ce n'est pas à nous de décider comment cet argent sera dépensé—, mais nous allons aussi leur faire des paiements de péréquation, qu'elles dépenseront également à leur gré. Ce n'est pas à nous de choisir les programmes des provinces à leur place.

[Français]

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Puisque le ministre ne veut rien faire, lui et son gouvernement, au sujet de la TPS en ce qui concerne l'éducation, ne veut rien faire pour annuler ces énormes coupures financières dans le domaine de l'éducation, ne veut rien faire pour modifier de façon positive l'aide aux étudiants, est-il prêt à réinstaurer le nombre d'emplois d'été pour les étudiants au même niveau qu'aux années précédentes?

L'hon. Gilles Loiseau (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, d'abord, je n'accepte pas les déclarations du député qui prétend que nous coupons, nous diminuons. Nous diminuons la croissance. Nous la diminuons précisément pour ce que le gouvernement et ce pays puissent garder leur capacité d'aider les gens qui ont besoin d'être aidés. Si nous ne prenions pas les mesures que nous prenons, comme nous l'avons fait dans le budget, en étant très attentifs à ceux qui sont défavorisés, aux provinces qui ont moins de ressources, nous pourrions rapidement laisser ce pays, comme vous l'avez fait quand vous formiez le gouvernement, s'en aller dans une situation financière intenable qui, là, nous empêcherait d'apporter notre soutien. Nous continuerons à apporter un appui massif aux provinces pour tous les programmes dont vous avez parlé.

* * *

[Traduction]

LA DÉFENSE NATIONALE

M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Défense qui a participé récemment, à Kananaskis, à une conférence de l'OTAN.

Cette conférence et la performance là-bas du ministre de la Défense ont déçu beaucoup de Canadiens. Le